

tribune socialiste



SPECIAL

Conseil National
juin 72

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Supplément au N° 539 — mercredi 24 mai 1972 — 2 F

Sortir de la confusion

Signatures :

Jean-Louis AUDUC
François BROUSSE
Jean-Marie DEMALDENT
Jean FRANCHETEAU
Léo GOLDBERG
André HUARD
Louise LEMÉE
Michel MOUSEL
Gilbert PALLIER
Maurice RIONDEL
Christian ROLLET
Jean VERGER

La bourgeoisie des pays capitalistes avancés traverse une crise profonde qui se traduit par une décomposition idéologique et par l'instabilité des formes de sa domination politique à l'échelle mondiale.

La logique du développement capitaliste après la période de reconstitution consécutive à la 2^e guerre mondiale, fait aujourd'hui sentir ses effets : accumulation des tensions entre bourgeoisies des pays dominants, surabondance des capitaux et dérèglement du système monétaire, stagnation de la production et montée du chômage.

Dans les pays industriellement arriérés, les lettres de libération nationale ont ébranlé la domination impérialiste. Les bourgeoisies des pays capitalistes y ont souvent perdu des sources de profit et le pouvoir politique direct. Mais, faute de l'existence d'une classe ouvrière importante, cette perte s'est généralement faite au profit de castes militaires ou bureaucratiques qui constituent des embryons de bourgeoisie appuyés sur le capitalisme d'Etat. De plus, ce que l'on appelle couramment le Tiers-Monde reste intégré au marché mondial. La liquidation du vieux colonialisme n'a pas menacé le système de rapports marchands capitalistes qui régit les échanges internationaux et auquel participent de plus en plus les pays dits socialistes. Et ces derniers, dont l'existence même apparaissait il y a vingt ans comme un facteur de crise, favorisent aujourd'hui la stabilité du système.

Depuis la fin des années 60, la montée de la lutte des classes dans les pays industrialisés, a remis en cause les deux thèses qui avaient la faveur des courants politiques d'extrême gauche.

1° Contrairement à ce que croyaient les militants des partis communistes la compétition économique entre l'URSS et les pays de l'Est d'une part et les pays capitalistes d'autre part n'a nullement débouché sur un effondrement du capitalisme. Non seulement le système bureaucratique stalinien n'a pas fait la démonstration de sa supériorité mais il apparaît aujourd'hui comme un facteur de conservation sociale.

2° Les luttes de libération nationale, si elles ont effectivement ébranlé l'impérialisme n'ont nullement débouché sur une victoire du socialisme.

L'analyse du rapport des forces à l'échelle mondiale montre qu'il faut revenir à la thèse marxiste de la victoire et de la construction du socialisme dans les pays capitalistes développés : c'est bien la classe ouvrière des citadelles impérialistes qui est en mesure de jouer un rôle déterminant dans le renversement du capitalisme.

1. Les luttes ouvrières et la renaissance du mouvement révolutionnaire dans les pays industriellement développés :

A. Classe ouvrière et révolution ou la faillite du tiers-mondisme.

Au cours du débat des premières années soixante, une importante fraction de l'extrême gauche française et européenne distinguait quatre groupes dans la classe ouvrière des pays industriellement développés :

— la classe ouvrière américaine, bénéficiant des profits impérialistes et profondément intégrée à l'appareil d'Etat ;

— une partie de la classe ouvrière européenne (Grande-Bretagne, Allemagne, Scandinavie) en voie d'intégration par l'intermédiaire de partis social-démocrates devenus les gérants loyaux du capitalisme ;

— le prolétariat français et italien, dominé par le néo-réformisme stalinien ;

— la classe ouvrière des pays du « bloc socialiste », opprimé par un appareil d'Etat bureaucratique.

Une telle caractérisation conduisait, comme nous l'avons vu plus haut, inévitablement à théoriser tant le rôle moteur des mouvements d'émancipation des pays développés (tiers-mondistes), que l'intégration au capitalisme des classes ouvrières (Marcuse).

Or, les faits ont démenti cette analyse, et les années soixante ont manifesté dans l'ensemble de ces pays industriellement avancés une montée des luttes ouvrières en rupture avec la légalité et l'émergence d'un mouvement révolutionnaire rejetant le réformisme social-démocrate et stalinien.

Les faits ont montré que le rôle dirigeant dans le combat anticapitaliste du prolétariat des pays capitalistes développés ne s'estompaient nullement au fur et à mesure que montait le niveau de développement industriel.

Le problème central de la révolution socialiste n'est pas, en effet, d'assurer les conditions de l'industrialisation, mais de mettre au service de la collectivité les forces productrices et les ressources considérables qu'elles assurent pour permettre à l'humanité de liquider les contractions héritées du passé.

B. Luttes ouvrières et révolution.

L'essor économique, le progrès scientifique et technique, à l'Est comme à l'Ouest, n'ont nullement « chloroformé » la classe ouvrière.

En accentuant les inégalités de développement entre secteurs de pointe et secteurs arriérés, entre capitalistes et OS, ils ont redonné vigueur à l'ensemble du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Il suffit de dresser la liste des luttes menées : Mineurs (France 63), Allemagne (Ruhr), Suède (mines de fer de Keruna), Angleterre (mineurs, Clyde), USA (postiers, chemins de fer), Italie (mai rampant), France (mai 68 et ses suites)... Pologne (G dansk, Lodz, Stettin) qui ont souvent permis la renaissance d'une gauche ouvrière importante rompant avec la direction réformiste des syndicats, durcissant les conflits, vidant la légalité bourgeoise (grèves sauvages) et qui a ainsi renoué avec des formes de luttes violentes et spontanées.

En même temps, l'évolution scientifique et technique s'est traduite par une crise du système de formation idéologique. L'université a cessé de garantir à ceux qui y accèdent l'obtention d'un niveau social privilégié, cependant que son rôle dans le développement économique s'accroissait rapidement. Cette contradiction explosive a entraîné des mouvements de radicalisation des étudiants, qui ont joué un rôle essen-

tiel dans le développement des luttes révolutionnaires (France, Italie, USA, Allemagne), mais qui faute d'une jonction permanente avec la classe ouvrière n'ont pu éviter les rivalités sectaires et l'éclatement groupusculaire.

Outre l'influence souvent importante des luttes anticoloniales, on retrouve dans tous les pays industriellement avancés, à la base de tous les mouvements les mêmes refus : de l'homme robot, des cadences infernales, du sacrifice des serveurs retardataires au profit capitaliste.

Le la Lorraine à la Clyde, c'est le même mot d'ordre : la lutte ou la valise.

Des cheminots américains à la Ruhr allemande, ce sont les mêmes revendications contre les horaires délirants.

De Fiat à Renault, ce sont les mêmes luttes contre les cadences infernales.

Des chantiers de la Clyde à Stettin, ce sont les mêmes mots d'ordre de contrôle ouvrier, de conseils d'ouvriers, d'autogestion.

Le rôle déterminant à l'heure actuelle de la classe ouvrière de ces pays apparaît plus clairement que jamais. Ainsi, toute stratégie internationale devra s'efforcer de favoriser la coordination des luttes des travailleurs dans tous ces pays. La place des travailleurs immigrés à l'intérieur des classes ouvrières des différents pays nationaux accentue encore la nécessité d'une telle stratégie.

Au surplus l'URSS et les pays socialistes jouent de moins en moins un rôle de modèle et d'attraction pour les classes ouvrières des pays capitalistes qu'elles pouvaient jouer avant 1945. Et la lutte des travailleurs ne s'arrête pas non plus à la frontière Oder-Neisse.

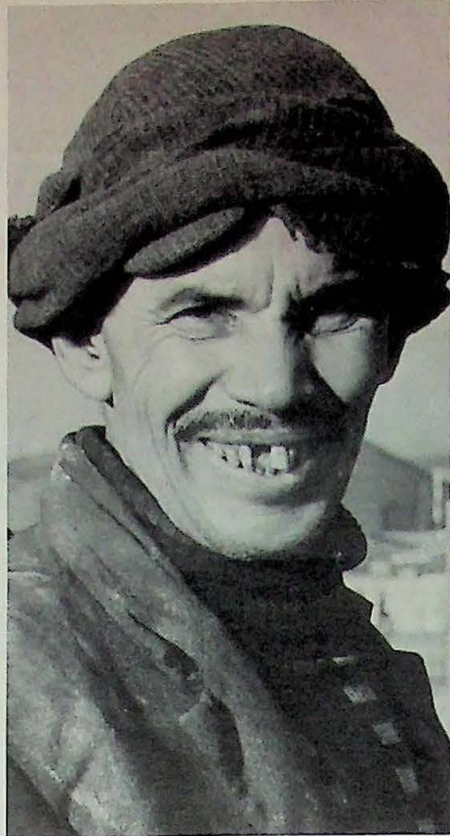
C. Les perspectives révolutionnaires en Europe.

Dans la chaîne des pays industriellement avancés, certains maillons sont plus faibles que d'autres, en raison de fortes tensions entre les différents secteurs de l'industrie et de l'existence d'une paysannerie importante et menacée par l'évolution du capitalisme. La France et l'Italie répondent en partie à ces critères : le mouvement de mai-juin 1968 en France, le mai rampant italien, le développement et la radicalisation des luttes ouvrières dans ces deux pays prouvent qu'il y existe des potentialités de révolution ouvrière. Mais le mouvement ouvrier organisé n'est plus, ou pas encore, en mesure de les exploiter : la stratégie électoraliste des réformistes ou des néo-réformistes les conduit à bloquer ou à récupérer toute agitation ouvrière, la division et la faiblesse du mouvement révolutionnaire le rendent incapable d'offrir des perspectives politiques aux travailleurs radicalisés.

Malgré ces limites, l'aggravation de la lutte des classes en France et en Italie inquiète les bourgeoisies européennes. Et c'est à la lumière de l'analyse d'un danger révolutionnaire dans ces pays que doit être examiné le rôle assigné par la bourgeoisie à la construction de l'Europe des Dix. Cette Europe capitaliste permettra une concentration accélérée du capital européen et un renforcement de sa domination sur les travailleurs. Surtout, comme l'a fait récemment remarquer Marcellin, « la vocation de l'Europe des Dix est de s'opposer à la subversion communiste » : il s'agit donc pour



Collombert



Colombert

la bourgeoisie, appuyée sur les partis social-démocrates, de constituer une sainte alliance, un ultime rempart à des vellétés révolutionnaires.

Dans cette situation, l'effort prioritaire des révolutionnaires au niveau européen doit porter sur une liaison étroite des organisations européennes d'extrême gauche et sur la coordination des militants ouvriers radicalisés au niveau des branches d'entreprises et des trusts.

Les axes centraux d'intervention au niveau européen, à l'Est comme à l'Ouest doivent être :

- le contrôle ouvrier,
- l'autogestion.

En opposant à la petite Europe des Dix, une Europe des luttes de l'Est et de l'Ouest on pourra éviter :

- la cassure artificielle entre les classes ouvrières des pays dits « socialistes » et capitalistes ;
- le développement de la concentration des monopoles sans que leur soit opposée une riposte coordonnée des militants d'entreprises de différents pays ;
- l'étouffement économique et politique ou même l'écrasement militaire par les Etats capitalistes du pays où la révolution pourrait triompher.

2. Les pays dits socialistes :

A. L'URSS.

La révolution d'octobre 1917 n'a instauré que pour un peu de temps la dictature du prolétariat en Russie. La classe ouvrière y a été rapidement dépossédée de son pouvoir au profit d'une caste bureaucratique qui n'a cessé depuis de renforcer ses positions. Actuellement le « socialisme » soviétique se caractérise essentiellement par une série de réalisations collectives dont aucun pays capitaliste ne peut se prévaloir (par exemple les investissements collectifs en matière de santé, d'enseignement, etc.). Cette base matérielle est l'un des acquis de la révolution d'octobre ; le socialisme n'est pas pour autant en voie de réalisation, dans la mesure où la classe ouvrière soviétique est exploitée par des couches sociales exerçant leur domination grâce au contrôle de l'appareil d'Etat. Cette exploitation conserve la forme des rapports sociaux capitalistes (où le capitaliste n'est plus l'entrepreneur privé mais l'Etat) fondés sur le salariat et la production de plus value.

L'oppression de son propre prolétariat par la bureaucratie soviétique explique le rôle conservateur qu'elle joue à l'échelle mondiale : un soulèvement révolutionnaire des peuples dominés par l'impérialisme et de la classe ouvrière européenne ne pourrait qu'aggraver la lutte de classes dans les pays du bloc socialiste, où les travailleurs ont montré depuis quelques années une combattivité accrue. L'aide apportée par l'URSS à certains Etats du Tiers-Monde et à des mouvements de libération nationale n'est qu'un élément secondaire de sa politique de grande puissance dont l'aspect principal est le maintien de l'équilibre mondial et du statu quo social.

Dans les pays d'Europe Orientale, les perspectives révolutionnaires ne sont pas négligeables du fait de la double oppression dont les travailleurs sont victimes (l'hégémonie de l'URSS et exploitation par leur bureaucratie nationale).

Le PSU doit à la fois dénoncer le jeu diplomatique de l'URSS (coexistence pacifique) et soutenir la lutte des travailleurs des pays dits « socialistes » pour la reconquête du pouvoir.

Le monolithisme du bloc stalinien a été rompu par le départ de deux pays : la Yougoslavie et la Chine (qui a entraîné l'Albanie dans son sillage).

B. La Yougoslavie.

Après sa rupture avec l'URSS, la bureaucratie Yougoslave a dû pour se maintenir, rechercher un vaste appui populaire, qu'elle n'a pu obtenir qu'en faisant des concessions aux travailleurs. Mais en faisant de l'autogestion la simple participation de ces derniers à la gestion des entreprises, elle a pu perpétuer son pouvoir politique sans partage tout en réintroduisant des mécanismes de l'économie marchande. Elle a ainsi favorisé un développement économique inégal suivant les régions et la renaissance de tendances capitalistes, notamment en Croatie, où par voie de

conséquence est apparu un mouvement nationaliste réactionnaire. Face à cette poussée du séparatisme et des sympathies pro-capitalistes, la seule solution est la refonte totale du régime — par les travailleurs et non par leurs soi-disant représentants.

C. La Chine.

La rupture survenue entre la Chine et le bloc soviétique est l'un des faits majeurs de la dernière période. A son origine se trouvent le fait que la révolution chinoise a eu lieu contre la volonté de Staline, et le refus des chinois de se soumettre inconditionnellement à l'URSS. Le choix d'une voie originale de développement économique, l'attitude de Mao Tsé Toung à l'égard de la paysannerie, attitude fondamentalement différente de celle de Staline, ont accentué les désaccords entre la Chine et l'URSS.

En dénonçant la stratégie de grande puissance de l'URSS, en dévoilant son caractère conservateur, en remettant en cause le partage du monde intervenu après la deuxième guerre mondiale, la direction chinoise a continué à rendre la situation mondiale plus ouverte et a favorisé l'émergence de forces révolutionnaires autonomes.

Cependant sa critique du « révisionisme » soviétique reste profondément ambiguë :

a) les admirateurs inconditionnels de la Chine ont voulu voir dans la « Révolution Culturelle » un événement de portée historique, la solution enfin trouvée à la déviation bureaucratique de la révolution, l'émergence d'un modèle de communisme pouvant servir de référence universelle. Ces affirmations relevant plus de la contemplation mystique que de l'analyse marxiste.

La révolution culturelle représente incontestablement une lutte puissante contre l'économisme. Elle a rappelé que le socialisme suppose, outre l'accroissement des forces productives, une lutte idéologique permanente : l'école, l'université, par exemple, doivent être transformées dans le but d'en faire des moyens au service de la révolution. Mais, sous couvert de la poursuite de ces objectifs, la révolution culturelle a surtout permis l'expulsion de l'appareil du Parti et de l'Etat des éléments soit hostiles à la rupture avec l'URSS, soit hésitants. Le mouvement de masse déclenché par le groupe maoïste pour parvenir à ses fins a profondément ébranlé le système, les rapports sociaux et l'idéologie bourgeoise du stalinisme. Mais il n'a abouti à aucun bouleversement décisif. Ce pouvoir politique demeure le monopole du Parti et de son appareil bureaucratique ; la classe ouvrière chinoise qui n'a joué qu'un rôle marginal dans la victoire des années paysannes de Mao encadrées par un appareil de type stalinien déjà constitué, n'a pu, au terme de la révolution culturelle, conquérir son autonomie politique, et ne joue nullement un rôle hégémonique.

Les enseignements de la révolution culturelle ne sont pas négligeables mais rien ne permet d'affirmer que le régime chinois soit autre chose qu'une variante originale du stalinisme.

b) l'analyse du rôle international joué par la direction maoïste, amène aux mêmes conclusions. Comme leurs homologues soviétiques les dirigeants chinois s'inspirent d'abord de leurs propres intérêts nationaux et non du souci de la victoire du socialisme à l'échelle mondiale.

Le soutien apporté à Soekarno (et le massacre des communistes indonésiens qui en

fut le résultat) comme plus récemment le soutien à Numeiry, bourreau des communistes soudanais, comme l'aide apportée au gouvernement de Ceylan pour réprimer l'insurrection armée de l'extrême gauche, et l'appui donné à Yahia Khan contre le peuple bengali, rappellent les aspects les plus contre-révolutionnaires de la politique stalinienne et ne peuvent être tenues pour de simples erreurs tactiques.

Les dirigeants chinois ont intérêt à modifier à leur profit le partage du monde entre l'URSS et les Etats Unis, intervenu à Yalta. C'est pourquoi ils ont remis en cause la politique de maintien du statu quo mondial des dirigeants soviétiques et encouragé les luttes anti-impérialistes et révolutionnaires (Vietnam par exemple).

Mais si les intérêts nationaux de la Chine l'exigent ils sont prêts à apporter leur soutien à des gouvernements bourgeois « amis » contre les mouvements révolutionnaires de leurs pays respectifs. La Chine n'est nullement la « base rouge » de la révolution mondiale.

Les révolutionnaires doivent tenir compte de cette situation et ne pas hésiter à dénoncer les aspects contre-révolutionnaires de sa politique internationale.

3. Les pays « sous-développés » et les luttes de libération nationale.

Jusqu'ici le parti a eu trop tendance à esquiver le débat sur la révolution dans les pays sous-développés (en réalité coloniaux et semi-coloniaux), en évitant l'analyse de classe des mouvements nationalistes anti-impérialistes. Or s'il est évident que les révolutionnaires doivent soutenir les luttes de libération nationale, il n'en serait pas moins dangereux de parer automatiquement ces luttes d'un caractère socialiste (prolétarien).

Les mouvements de libération nationale ont depuis le début des années soixante remporté de grands succès, et dans le cas de Cuba le mouvement le lutte contre l'impérialisme a abouti à une révolution socialiste. De même la lutte du peuple vietnamien a été exemplaire non seulement par l'encouragement qu'elle a donné aux autres mouvements anti-impérialistes mais aussi parce qu'elle a puissamment contribué au réveil d'une large fraction de la population américaine, ainsi qu'à la démoralisation de l'armée de la plus grande puissance impérialiste.

Cependant dans de nombreux cas, le mouvement de libération a connu de graves échecs : défaits partout là où le mouvement ouvrier et paysan s'est mis à la remorque de représentants de la bourgeoisie, restant paralysé par les alliances conclues avec la bourgeoisie (Brésil en 1964, Indonésie en 1965, Bolivie en 1971).

Nous devons être conscients que même dans les cas où la simple lutte nationale ou anti-impérialiste semble la priorité des priorités, le mouvement ouvrier ou même (compte tenu du faible développement économique) populaire ne doit abandonner au nom de l'unité ses objectifs propres.

Dans la plupart des cas (notamment en Afrique) les luttes anticolonialistes n'ont abouti qu'à une indépendance formelle. A l'ancienne administration coloniale s'est substitué un nouvel appareil administratif, policier et militaire, investi par les bureaucraties locales, et entièrement soumis à l'impérialisme. Les classes sociales et les peuples opprimés ne peuvent lutter contre l'impérialisme qui les exploite, sans affronter leur propre bourgeoisie parasitaire.

Dans certains pays, Algérie, Egypte et on pourrait en Amérique Latine évoquer le Pérou, certaines couches bourgeoises administratives ont trouvé par l'intermédiaire d'équipes militaires paraissant se situer au-dessus des classes, l'instrument d'une certaine indépendance vis-à-vis de l'impérialisme. Mais, même si ces cliques bonapartistes arrivent à rediscuter le partage impérialiste et à liquider les formes les plus arriérées de l'exploitation agraire, ces pays ne sont pas libérés de l'impérialisme ne serait-ce qu'en raison des termes de l'échange sur le marché mondial, et leur évolution n'est aucunement irréversible.

Enfin nous devons mettre en garde contre ce qui est présenté comme « la voie chilienne ».

Si Allende qui a laissé intact l'appareil d'état bourgeois, a pu exproprier des compagnies américaines, et accélérer la réforme agraire, le pouvoir de la bourgeois-

sie demeure. A moins de la mobilisation des travailleurs et des paysans pauvres que l'équipe Allende-PC refuse pour au contraire réprimer les éléments les plus avancés et énergiques des masses populaires (MIR paysans du MCR ouvriers du FTR), il est à craindre que la voie chilienne s'achève dans le meilleur des cas sur une impasse électorale, dans le pire sur la voie « Brésilienne », « Indonésienne » ou Espagnole 1936.

Nous pensons donc que notre tâche est le soutien aux mouvements de libération nationale sans pour autant les idéaliser, l'appui le plus ferme aux tendances exprimant les intérêts historiques de la classe ouvrière et la dénonciation des impasses réformistes. C'est pourquoi dans le cadre d'un front de libération national incluant diverses forces, notre soutien devra aller non pas à la force dominante (sous le prétexte qu'elle est la plus importante), mais à la force qui représente le plus les intérêts des travailleurs et des paysans dans ces pays. Ainsi, au sujet de la Palestine la stratégie du FDLP visant à combattre en même temps les régimes réactionnaires arabes et l'expansionnisme israélien devait être soutenue et popularisée par rapport à la ligne d'alliance tous azimuts du FATH dont on a vu les conséquences tragiques.

Le PSU doit donc distinguer entre le soutien à un état indépendant dont la direction est en conflit avec l'impérialisme (cas de l'Algérie dans le conflit pétrolier) ou plus généralement du Pérou, du Chili, et le soutien politique à des cliques bureaucratiques n'hésitant pas à réprimer les mouvements populaires.

Notre position doit être claire : soutien inconditionnel à tout pays colonial ou semi-colonial en butte aux attaques impérialistes, mais également soutien aux luttes de classes menées dans ces mêmes pays contre les bureaucraties administratives.

4. Pour une stratégie révolutionnaire à l'échelle internationale.

Le PSU a jusqu'à présent mené de nombreuses actions de caractère internationalistes, et le bilan de son activité dans ce domaine est sans doute très riche. Mais son intervention a trop souvent manqué de rigueur et de cohérence, la fuite devant le débat politique, l'opportunisme (de droite ou de gauche), l'importance accordée aux considérations diplomatiques, ont gravement obéré ses possibilités réelles.

Il importe aujourd'hui que le parti se donne une ligne directrice, capable d'armer politiquement ses militants et de donner à sa politique internationale la cohérence qui lui manque.

C'est ce que nous avons tenté de faire dans les paragraphes précédents.

L'analyse que nous faisons des différentes forces anticapitalistes et anti-impérialistes dans le monde, et de leur place respective, nous conduit à définir les objectifs suivants, à la stratégie internationale du parti.

A. Préparer l'émergence d'un mouvement révolutionnaire européen :

Le parti doit prioritairement s'efforcer de contribuer à la coordination et à la fusion des luttes à l'échelle européenne et d'abord des luttes ouvrières.

La CNE peut être un instrument efficace de cette coordination, si le parti est capable d'organiser de réelles confrontations entre les différentes forces révolutionnaires européennes :

- pour dégager les objectifs de lutte unifiants (contrôle ouvrier) ;
- pour engager le débat sur les perspectives globales des révolutionnaires et du mouvement ouvrier ;
- pour préparer des liaisons permanentes entre travailleurs d'un même groupe multinational ou d'une même branche.

Il est également nécessaire de soutenir efficacement et de populariser les luttes d'émancipation en Europe même (Irlande notamment) et les luttes menées en France même contre le colonialisme intérieur (Bretagne, Occitanie, Larzac, etc.).

Enfin la définition d'une politique cohérente de soutien aux luttes des travailleurs immigrés pour la conquête des droits politiques sociaux suppose :

- de mener un combat commun au travers des organisations syndicales ouvrières d'entreprises ;
- au travers du soutien aux organisations



Collombert

tâche prioritaire du parti dans la prochaine période et doit prendre un caractère permanent, continu. C'est pourquoi nous pensons que le PSU doit être présent au sein du FSI en conservant à cette organisation le caractère de front de différentes organisations (ce qui exclut la généralisation de

comités de base larges), mais doit également s'efforcer d'élargir l'action à l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

D. Le PSU doit soutenir les pays dits « socialistes » à direction bureaucratique s'ils sont menacés par l'impérialisme (notamment la Chine et l'Albanie). Mais il doit également dénoncer la répression policière ou militaire dans les pays de l'Est et en URSS et organiser la popularisation et le soutien à la lutte des classes ouvrières de ces pays contre la dictature de la caste bureaucratique dominante.

Le problème de la constitution d'une nouvelle Internationale révolutionnaire peut aujourd'hui être posé, mais les conditions de sa solution sont loin d'être réunies.

La dissolution de la III^e Internationale devenue un simple instrument diplomatique entre les mains des dirigeants staliniens de l'URSS, puis les échecs successifs de la IV^e Internationale, montrent que l'Internationale révolutionnaire ne se constituera pas à partir d'un centre auto-proclamé, mais par la coordination des luttes, par la confrontation des différentes organisations et par la définition d'objectifs communs.

autonomes qu'ils se donnent dans la lutte (comité de maisons, comités de lutte, comités de foyers...);

— en liaison avec les organisations de travailleurs immigrés anticapitalistes, existant en France (UGTRF, FEANTI, UGTSF).

B. Lutter contre notre propre impérialisme.

La bourgeoisie française a perdu son ancien empire colonial mais elle n'en continue pas moins d'exercer sa domination impérialiste.

Dom-Tom. Nous devons soutenir la lutte des peuples des Antilles, de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Réunion, pour leur libération, dénoncer la répression policière et militaire qui s'exerce sur ces peuples et combattre les négriers du Bumidom.

En Afrique et à Madagascar l'indépendance formelle concédée dans les années soixante a fait place à de nouvelles formes de domination :

— économique (pratique de l'échange inégal — pillage des ressources naturelles);

— idéologique (coopération pseudo-culturelle);

— politique (renversement par militaires locaux interposés des équipes dirigeantes qui tentent de s'opposer à l'impérialisme comme au Congo-Brazzaville);

— militaire (Tchad, Madagascar, etc.).

C. Soutenir les luttes anti-impérialistes dans le monde sur la base des principes que nous avons définis dans la troisième partie :

— soutien inconditionnel aux pays coloniaux ou ex-coloniaux en lutte aux attaques de l'impérialisme, mais simultanément soutien aux luttes des classes opprimées dans ces mêmes pays par les bourgeoisies en place;

— soutien critique aux mouvements de libération nationale et appui le plus ferme aux tendances exprimant les intérêts historiques et la classe ouvrière;

— rupture avec les organisations au pouvoir qui pratiquent une politique de répression contre la classe ouvrière (par exemple le FLN Algérien).

Enfin la lutte des peuples d'Indochine contre l'impérialisme américain joue aujourd'hui un rôle primordial dans l'évolution du rapport des forces à l'échelle mondiale. Le soutien politique à cette lutte constitue une

la « direction », la bureaucratie, bref le Bureau National du PSU (pardon, le groupe Rocard !)

Nous avons failli nous laisser enfermer dans ce « populisme » qui répète la parole de Mai 68, mais lui enlève son sens, un populisme commode d'ailleurs parce qu'il permet dans la pratique le plus grand opportunisme, la plus grande adaptation aux circonstances. C'est cette impasse qui a été condamnée par le congrès de Lille. Il nous faut apprendre à vivre politiquement l'après Mai 68, tout en évitant de revenir à l'avant Mai ! Telle est la question centrale du mouvement révolutionnaire. Ou bien il y aura une réponse et la lutte des travailleurs prendra tout son sens politique, ou bien il n'y en aura pas et leur lutte restera enfermée dans le carcan du réformisme, donc réduite à disputer au capitalisme le simple moyen de survivre.

Cette réponse ne naîtra pas spontanément. Elle implique le développement des organisations révolutionnaires dont les militants inscrivent leur action dans les réalités et les luttes des travailleurs. Ce développement doit se faire dans la clarté : dans le secteur étudiant, le PSU est mort de n'avoir pas su comprendre qu'après la phase unitaire de Mai 68, venait inévitablement une phase de division : ou bien cette division se faisait sur des orientations relativement claires, avec — inévitablement — une diversité organisationnelle, ou bien on tentait — par des compromis d'états-majors — de conserver une apparence unitaire pour tirer les marrons du feu au profit de sa propre organisation. C'est le deuxième choix qui a été fait pour l'UNEF : elle en est morte et le PSU a perdu tout point d'appui pour une action de masse quelconque en milieu étudiant. Le même danger guette aujourd'hui le PSU lui-même. Sous prétexte de sauver son unité, on veut le réduire à n'être que la confédération d'organisations parfaitement autonomes, baptisées tendances (comme à la FEN I) pour les besoins de la cause et qui réduisent le parti à n'être que l'expression de leur plus petit commun dénominateur. Cette paralysie ne serait pas grave, s'il ne s'agissait que de l'organisation elle-même. Elle est dramatique quand elle bloque tout le processus de politisation qui s'effectue dans des couches sociales déterminantes, quand elle prive les travailleurs en lutte, des orientations stratégiques réfléchies et continues dont ils ont besoin. A quoi, à qui servirait alors un tel parti ? Les militants les plus engagés n'ont pas de temps à perdre dans les palabres qui permettront d'élaborer une motion de compromis au bout d'une nuit de réunion. Tous les deux ans, passe encore ! Mais toutes les semaines ou tous les quinze jours, non !

L'extrême-gauche est en train de se recomposer : ceci ne va pas sans heurts et sans division. Mais cette étape, assu-

mée de façon réaliste et responsable, peut permettre de mettre en œuvre des pratiques réelles, de confronter sérieusement pratique et théorie, d'engager le débat stratégique non dans les conciles groupusculaires, mais dans un rapport étroit avec le mouvement réel des masses. Elle permettra ainsi de poser le problème du pouvoir, donc du parti révolutionnaire, non pas selon un « catéchisme », mais dans la situation historique. Le mouvement révolutionnaire arrive à l'heure de vérité. Le PSU doit pouvoir dire ce qu'il est et où il va, à l'intérieur du mouvement révolutionnaire.

Il a commencé à le faire et il est normal que des camarades ne se reconnaissent plus en lui ; il est normal qu'un certain nombre d'entre eux se reconnaissent plutôt en d'autres organisations : Gilles Martinet souhaitait appartenir à la FGDS, il va au PS, quoi de plus normal ? Certains camarades trotskystes (bien qu'assez néophytes en la matière) veulent aller à la Ligue Communiste ! Peut-être s'y sentiront-ils plus à l'aise. D'autres s'affirment maoïstes et veulent tenter de construire un PCMLF mieux réussi sous le nom de la GR. Pourquoi les en empêcher ? La division de l'extrême-gauche est un fait. Il vaut mieux tenter de la vaincre par la clarté du débat et l'unité d'action que par la confusion dans une organisation qui se prétendrait œcuménique et voudrait résoudre à chacune de ses réunions, la totalité des contradictions du mouvement révolutionnaire.

En affirmant davantage sa propre orientation, le PSU peut devenir une force-clé, non pour le plaisir d'imposer son sigle, mais en raison de sa situation politique, de sa composition sociale et de sa force militante. Ce PSU sera au service du développement d'une action révolutionnaire

de masse, sans laquelle il est vain de parler de révolution, vain de vouloir vaincre les tentations réformistes.

Mais bien sûr, cette perspective inquiète et les charognards se déchangent. On en trouve au parti socialiste qui espèrent renforcer leur propre position avec la venue de militants PSU et la disparition de ce parti gêneur. On en trouve à la Ligue Communiste qui font le même calcul. Et voyez comme ils se rencontrent : par l'intermédiaire du « Monde », du « Nouvel Observateur » et autres bons informateurs. On en trouve aussi dans les rangs de la GR qui souhaitent ne plus laisser que des ruines derrière eux !

Peut-être cela fait-il partie du jeu politique ! Mais alors que penser de ceux qui crient « à la répression » dans le parti, qui disent tantôt « nous sommes tous la GR », tantôt « le parti doit retrouver son unité » ? Que penser de ceux pour qui l'ennemi principal est devenu le Bureau National, qui font feu de tout bois, coalisent tout ce qu'ils peuvent trouver et passent leur temps à envoyer des brûlots contre toute action, toute initiative du BN ? Qu'ils craignent de mettre l'incendie à tout le parti ! Les camarades de « l'opposition » actuelle doivent mesurer leurs responsabilités. Il nous faut ensemble faire face aux difficultés du parti, ensemble si possible les résoudre, à tous les niveaux, y compris national. C'est leur droit de critiquer l'activité de la direction actuelle, mais en se solidarisant avec ceux qui cherchent à quitter ou à briser le parti, ils risquent fort d'être jugés par les militants encore plus sévèrement que ceux qui nous quittent peut-être mais qui ont le courage d'agir comme ils le pensent et que nous retrouverons demain à l'intérieur du mouvement révolutionnaire.

Robert CHAPUIS.

• Désorganisation, ou des organisations

Certains camarades s'insurgent devant la volonté du Bureau National de faire dire au parti s'il accepte que son action « puisse être constamment freinée, voire brisée par certains des camarades qui ont été minoritaires au Congrès de Lille, ou par ceux qui ont commencé dans les faits à constituer une nouvelle organisation. » « Serait-ce, » disent-ils « l'interdiction de l'opposition ? Nous refusons de participer à cette opération de répression. » Ces camarades perpétuent la tradition de conciliation et de pluralité sans laquelle le P.S.U. n'aurait pas vécu un jour. Ils pensent ainsi défendre des principes fonda-

mentaux contre la volonté dictatoriale de quelques dirigeants. Malheureusement, s'il s'agit bien de principes, ce n'est pas de ceux-là. Il s'agit de savoir si deux lignes politiques posées comme adversaires, si deux organisations dont l'une nie l'autre peuvent coexister dans un parti révolutionnaire. « Comment, s'étonneront peut-être ces mêmes camarades, deux lignes politiques, deux organisations ? Mais la Gauche Révolutionnaire est une tendance comme une autre, et la majorité ne peut monopoliser le parti ! » C'est la Gauche Révolutionnaire elle-même qui répond : pour elle, le PSU est une

• Le PSU dans le mouvement révolutionnaire

S'il suffit, pour être révolutionnaire, de se dire anti-réformiste, les révolutionnaires ne manquent pas dans le parti et au-delà. Quand on regarde les ruptures réelles, les batailles menées, les stratégies suivies, les choses sont moins simples. Le mouvement révolutionnaire qui se développe aujourd'hui parmi les jeunes et les travailleurs reste incertain de lui-même, divisé sur les méthodes et les objectifs, dans une sorte d'enfance. On ne peut s'en étonner et il faut reconnaître au contraire le chemin parcouru. Naguère dans notre société l'opposition essentielle semblait se faire entre l'archaïsme des institutions et le modernisme du développement économique et social. En obtenant la réforme des institutions sur une base de gauche il semblait possible de renforcer le poids des travailleurs et d'orienter le développement dans le sens de l'intérêt commun et non plus du profit d'une minorité. L'échec du Front Républicain de 1956 a éliminé cette perspective. C'est de Gaulle en 1958 qui a engagé la transformation des institutions, sur une base de droite. Un nouveau cadre politique est apparu, beaucoup plus cohérent avec le développement capitaliste, tellement cohérent même, qu'en renforçant le rôle de l'Etat, il a renforcé le pouvoir du capitalisme le plus dynamique et accentué les tensions sociales.

Le jeu politique a été bloqué et une dynamique sociale a été rendue possible. Mai 68 est l'image et la conséquence du mouvement social qui a commencé de se débloquent après le règlement de la question algérienne. Dès ce moment il est apparu en pleine lumière que le réformisme institutionnel ne pouvait conduire qu'à mieux adapter l'Etat aux besoins du grand capital et que le mouvement réel des travailleurs ne pouvait plus trouver son expression politique que sur une base révolutionnaire, c'est-à-dire dans la mise en cause radicale de la nature et des fondements du pouvoir d'Etat.

Certains camarades en sont restés à cette constatation : il s'ingénierait à tenter de faire revivre Mai 68, tantôt ici, tantôt ailleurs, en se servant allégrement (y compris au nom même du marxisme !) des concepts pourtant bien flous de mouvement politique de masse ou de luttes populaires en appui aux luttes prolétariennes et réciproquement pour baptiser toutes les actions auxquelles on peut se rendre « présent ».

Les luttes montent, elles vont déborder, il suffit de les canaliser. Des camarades, engagés dans des luttes réelles, dans des batailles de plus en plus dures, se sont sentis concernés par une telle attitude : ils ont vu là une explication politique, un moyen de comprendre. Mais après ? Comment ne pas aboutir à chaque fois au même sentiment d'échec et d'impuissance, comme en juin 68 : alors on accuse les réformistes, le PC bien sûr, mais surtout

organisation social-démocrate, dont la discipline ne peut s'appliquer à des militants communistes; ses contradictions internes permettent à une organisation communiste de s'y former avant d'apparaître débarrassée de son cache-sexe réformiste, toute équipée en militants, en structures, en terrains d'action et en matériel. Affabulation ?

Pour la GR, le « groupe Rocard » veut entraîner le PSU dans l'union de la gauche. Cette conviction est entretenue par le procès d'intention, le parti pris, l'auto-intoxication : procès d'intention, car rien dans les textes majoritaires du Congrès de Lille ne permet une telle affirmation; parti pris, de voir dans toutes les actions, toutes les publications du PSU (d'ailleurs rarement lues à la GR) des manœuvres électorales : opportunistes, la conférence de meeting avec deux militants européens, dans les Bouches-du-Rhône, à quelques jours du référendum ! Auto-intoxication en-

fin, consistant à répandre calomnies et mensonges sur, par exemple, les camarades d'Évian ou de Saint-Étienne, et à s'en persuader en les entendant répéter par d'autres à qui on les avait dits !

Ayant affirmé le caractère social-démocrate du PSU, la GR peut en toute bonne foi en nier la discipline. L'organisation révolutionnaire peut s'abriter dans l'organisation réformiste et finalement l'anéantir, faisant progresser le rapport des forces en faveur de la révolution. En toute logique, la GR ne prête aucune attention aux directives nationales du PSU, bâtit et utilise sa propre organisation : quand on parlait ici de matériel national pour la campagne du référendum, il ne s'agissait évidemment pas du TS spécial ou de l'affiche nationale, mais de « l'Outil » et de l'affiche de la région parisienne; tracts et affiches sont signés, en toute ambiguïté, « PSU-GR »; enfin, l'appartenance à la GR n'implique par l'appartenance au PSU.

Un militant de la GR bien connu dans la région parisienne posait clairement la question : « Ici, disait-il, il y a les vrais

communistes et les raclures social-démocrates; camarades, il faut choisir. »

Oui, camarades, il faut choisir. Si comme le prétend la GR, les positions de la majorité du parti sur le travail syndical, sur les sections d'entreprises, sur le contrôle ouvrier, sur la stratégie et le rôle du programme définissent une ligne réformiste; si l'action du bureau national chargé de concrétiser ces positions n'est qu'un cheminement vers l'alliance électorale; si vous pensez que la destruction des appareils syndicaux et la perspective de la guerre prolongée définissent au contraire une ligne révolutionnaire, alors la GR a raison de combattre le PSU. Sinon, tous les militants du PSU, organisation révolutionnaire, doivent permettre à leur direction d'appliquer les décisions du congrès, pour ensuite juger la ligne et l'action.

Oui, camarades, c'est clair : il ne s'agit pas de défendre une minorité opprimée par « le groupe Marcellin-Rocard »; il s'agit de dire si le PSU est une organisation révolutionnaire et si, comme telle, elle doit être défendue contre ceux qui,



la considérant comme une petite SFIO, la détruisent. A vous de choisir.

J.M. KAY,
Bouches-du-Rhône.

• Salut ! moi, je suis tendance M !

— T'es du PSU ? Quelle tendance ?

— Moi, je suis de la tendance M. M comme Mapomme. Militant de base, quoi. — T'as vu les journaux. Dans « Le Monde », « L'Obs. », « Le Canard » aussi... Y disent tous que le Parti va éclater. Moi j'ai l'impression qu'avant ce Conseil national les jeux sont salement faits...

— Salement, ouais. Et avant même que la bête soit morte (« le chien crevé au fil de l'eau » comme y disent, les trotsks), les charognes se sont rués sur le cadavre. Y se sont tout partagé. Même nous.

— Même nous ?

— Ouais, même nous. T'as vu dans **Le Monde** : y racontent que dans une assemblée de tendance à Caen, la GR a décidé de se tirer du Parti.

— La GR ? Ah ouais, ceux-là je les connais : y'en a deux à ma section. Ils habitent pas là mais y viennent de temps en temps bosser un peu. Le secrétaire, il dit que c'est pour les mandats.

— Remarque que ça doit faire un bout de temps qu'ils préparaient leur manip', parce qu'ils ont un local, des journaux — un pour l'extérieur, un pour l'intérieur...

— Pour l'intérieur ?

— ...ouais pour l'intérieur ! Y sont pas toujours d'accord entre eux, quoi ! Et puis y-z-ont aussi des chefs, des cotisations en plus de celles du Parti, et même une ligne politique. Enfin ça c'est eux qui le disent.

— Comme un vrai Parti quoi ?

— Ouais, mais un Parti dans le Parti ! Tu comprends, la discipline collective, c'est bon pour toi et moi. On fait ce qu'on a décidé ensemble, même si on est pas d'accord sur tout. Tandis qu'eux, la discipline, ils s'en tapent ! Si ce qu'on a décidé ça leur plaît pas, ils font leurs tracts, leurs affiches, leurs communiqués, et puis y signent : PSU-GR ! C'est parce qu'on est des social-démocrates, mon vieux, rends-toi compte !

— Mais les trotsks, y paraît aussi qu'y s'barrent ?

— Ça j'en sais rien. Y'en a pas à ma section. Mais c'est ce que disaient « Le Monde » et « Le Canard ». Ils ont engagé des pourparlers avec la Ligue LO, et Révolution. Pardon : Révolution ! — j'oubliais le !

— Mazette !

— Tu te rends compte un peu ! Moi, je vais aller voir Krivine et j'vais lui dire : Salut, moi j'suis la tendance M. Les rocardiens y'm dégoûtent, c'est des crapules, vous, vous êtes des vrais de vrais. J'adhère. V'là mes conditions : on fait des pourparlers ?... Tu t'imagines comment y m'regarderaient, Krivine ?

— Et alors, eux aussi, y sont organisés comme les autres ?

— Moins. Mais y-z-ont quand même fait une assemblée générale de tendance pour décider leurs « pourparlers ». Moi j'ai pas les moyens d'une assemblée de tendance. Puis pas d'une presse de tendance. J'suis pas prof de fac, moi, ou anciens membres du BN — pour qu'y passent mes communiqués au « Monde » — Eh ! M'sieu Fauvet ! Z'avez pas un petit bout de colonne pour mon communiqué ? J'suis la tendance M !

— Ben mon vieux... Et nous, là-dedans ?

— Ça, nous ! T'as vu c'qu'y disait Rocard,

l'aut' soir à la télé contre Sanguinetti. Le révolutionnaire, par rapport au gauchiste, c'est celui qui dit « Qui décide ? Et pour qui ? ». Alors moi mon vieux, c'est moi qui décide, et pour moi. Pour la tendance M. M comme merde aux cheffailons de tendance !

— Là tu fais le jeu du BN !

— Rien du tout ! Je fais ce que je crois euh sur l'enlèvement de Nogrette et je le dirai.

— Remarque, y sont revenus dessus à la DPN, y-z-ont reconnu qu'ils avaient fait une connerie et d'ailleurs ils ont participé à toutes les manifs avec les révolutionnaires...

— Ouais d'accord. Il faudra aussi en tenir compte. Moi, je jugerai sur pièces tu comprends. Pour l'instant, ils font à peu près ce qu'ils avaient promis à Lille. Leur truc, là, « la révolution qu'est-ce que c'est », ça a pas l'air mal mais c'est pas encore assez avancé pour juger et puis il faudrait qu'y-z'expliquent un peu plus.

— Mais à ce moment-là, y'aura plus personne dans ton PSU, mon vieux !

— Mais si, tu verras ! Y restera la tendance M = c'est la 13^e lettre de l'alphabet, ça porte bonheur. On restera bien au moins quatre : Rocard, le gardien de la rue Borromée, toi et moi... Tu verras, ça sera le pied. On sera deux de plus qu'à la GR et trois de plus que les trotsks... On fera la révolution, mon vieux !

Thierry Morus (Tendance M)

• Pour un PSU révolutionnaire et démocratique

Jean AGASSE
Jean-Louis AUDUC
François BROUSSE
Sharon COURTOUX
J.-M. DEMALDENT
Jean FRANCHETEAU
Jean-Pierre GILLET
Léo GOLDBERG
Claude GUENEAU
Louise LE MÉE
Brigitte MASQUET
Michel MOUSEL
Gilbert PALLIER
Guy PHILIPPON
Maurice RIONDEL
Christian ROLLET
Jean VERGER

A la veille de ce Conseil National, les fossyeurs du PSU ont repris du service : du Monde au Nouvel Observateur, on retrouve le rituel préparatoire aux Assises du parti pour la disparition, comme en 1962, 1967, 1/71, est proche. Vues sous cet angle, ces oraisons funèbres prêteraient surtout à sourire; mais ce qui est plus grave, c'est qu'elles n'ont plus qu'à se faire l'écho des affirmations de courants intérieurs au parti.

La Gauche Révolutionnaire, après avoir structuré systématiquement une fraction interne et externe, au parti en s'appuyant sur le contrôle d'une partie de l'appareil — sections, fédérations, a décidé définitivement le départ du parti, en réservant la date mais en la situant dans un avenir proche. Elle ne cache pas sa volonté de disjoindre le PSU en partant, en l'affaiblissant numériquement et en le discréditant aux yeux des travailleurs.

A l'attitude de la GR fait écho par ailleurs celle du courant 1 qui, considérant que « la tâche historique du PSU est terminée », lance un véritable appel à la désertion du parti en vue d'un hypothétique regrou-

pement avec les organisations auxquelles il veut bien donner le brevet de marxisme-révolutionnaire.

Cette situation de crise doit être regardée en face, sans dramatisation et avec lucidité. Elle résulte d'un échec : celui de la pratique des courants dits « de gauche » au sein du parti, qui a fini par menacer l'exercice de la démocratie interne. Elle appelle un redressement de l'ensemble du parti qui depuis un an parvient mal — au moins au niveau de ses directions — à surmonter les séquelles du Congrès de Lille.

Nous avons pour notre part dénoncé, dès la rentrée de l'automne dernier, l'attitude des courants opposés au BN dont nous sommes pour la plupart issus, consistant à organiser la guerre de tranchées entre tendances, à isoler la direction nationale, à saper son autorité en interprétant chacune de ses décisions comme un pas de plus vers le réformisme, à faire arbitrer par la presse bourgeoise les conflits internes au parti (cf. l'avalanche de communiqués à la presse depuis 9 mois). Nous avions dit que, non seulement ce comportement ne pouvait conduire qu'à la scission, mais qu'en outre il allait à l'encontre des objectifs que devaient se fixer ceux qui pensaient être sur une ligne « révolutionnaire » puisque s'interdisant une réelle communication avec la direction du parti et par conséquent tout infléchissement des décisions qu'elle pouvait prendre.

Cette analyse s'est, hélas, avérée trop exacte. La scission est un problème posé de fait. Quant au BN, il est un peu trop facile de dénoncer telle erreur (communiqué Nogrette, flou du projet « La révolution qu'est-ce que c'est », ambiguïtés de l'objet des discussions avec le PS, etc.) et plus encore une certaine paralysie au niveau des initiatives politiques globales, quand on a tout fait pour qu'il en soit ainsi. Ces attitudes ont truqué la nature du débat politique qu'il fallait poursuivre, elles ont dénaturé ce que peuvent avoir de positif les principes de démocratie interne qui à

bien des égards sont l'une des principales richesses du PSU.

Il serait pourtant erroné d'amalgamer quant au fond les problèmes posés par « maoïstes » et « trotskystes ».

Avec la GR, les divergences portent principalement sur :

1. La stratégie du mouvement révolutionnaire :

La GR privilégie en effet (parfois jusqu'à l'exclusive) les luttes menées depuis mai 1968 par des éléments radicalisés que le système capitaliste relègue sur des positions marginales (immigrés, paysans prolétariés, jeunes, femmes) et qui échappent parfois à l'emprise du réformisme. Cette stratégie a été clairement condamnée par le reste du parti dans la mesure où elle néglige les luttes du mouvement ouvrier classique et les contradictions de certaines couches moyennes, politiquement oscillantes, dont la neutralisation, voire le ralliement, est une des conditions du succès pour le mouvement révolutionnaire, dans la mesure où elle tend à confondre, dans l'action concrète, la lutte nécessaire contre le réformisme et un antisindicalisme systématique.

2. Les formes d'organisation du mouvement révolutionnaire :

Tentant de poser en termes neufs le problème des relations entre le parti et les masses (non sans référence à une expérience chinoise quelque peu mythifiée), la GR — contrairement d'ailleurs aux camarades Italiens du Manifesto — se refuse à constater l'incapacité des structures spontanées, issues des phases de conflit aiguës, à permettre la capitalisation des acquis de chaque lutte, à assurer la convergence et l'homogénéisation des luttes dispersées et à définir une ligne dépassant l'horizon de l'entreprise ou de la localité. Sa pratique organisationnelle aboutit en fait à une dilution de l'action et de l'organisation militantes dans des « mouvements de masse » dont les perspectives politiques sont pour



Collombert

le moins confuses. (Il est vrai qu'aux tenants de cet anarcho-spontanéisme plus activiste et sentimental que vraiment politique s'oppose au sein de la GR, une tendance de type bolchévique — non exempte d'ailleurs de relents stalinien — ce qui laisse augurer quelques problèmes à brève échéance.)

Le courant 1 a, en ce qui le concerne, beaucoup apporté au PSU en rigueur d'analyse et en contribuant à éclaircir des débats qui disputaient l'obscur à l'interminable (syndicats, PC, etc.). Mais il n'a pas vraiment cherché à proposer une orientation politique adaptée à la période présente, sinon le rappel obstiné de la nécessité du regroupement des révolutionnaires. Rappel utile, certes, mais qui ne résoud pas de façon magique les problèmes. Ceux du mouvement révolutionnaire dans son ensemble sont les mêmes que ceux du PSU : comment développer, rendre

compréhensible et attrayante une ligne en rupture avec le réformisme alors que la grande masse des travailleurs est influencé largement par le réformisme ? Nous connaissons bien un certain nombre de réponses : la réponse spontanéiste (ou « colle » aux masses et ça suffit) ; la réponse organisationnelle (le mouvement révolutionnaire se structure en se développant et se développe en se structurant) ; et aussi une réponse dont il ne faut pas se cacher qu'elle tente, même implicitement certains secteurs du parti : disputer aux réformistes leur « clientèle » en priviliégiant le même terrain de luttes qu'eux.

Quant on ne cherche pas patiemment à résoudre cette contradiction en sortant de ces solutions dont l'expérience même du PSU montre qu'elles sont fausses, les appels à l'unité sont vains.

Mais cela veut dire aussi que le PSU dans son ensemble doit chercher à la résoudre, pas uniquement en paroles, mais dans la pratique. Et il est le mieux placé pour cela : les discours sur la mort du PSU n'ont pas seulement l'inconvénient de démoraliser les militants, ils sont contredits par ce que montre l'expérience militante (audience auprès des travailleurs, présence dans les luttes, etc.). C'est le sens de la remise en route du parti que nous proposons — modestement, sans avoir l'ambition de refaire Dijon ou Lille.

A ce redressement, il y a toutefois un préalable. Le PSU serait grandement coupable, à l'égard de ses militants comme du mouvement révolutionnaire, s'il acceptait de se transformer en vague confédération de CdP-bis, Ligue-bis autant que CERES-bis. Une problème a été posé par la GR elle-même dans la mesure où elle s'est érigée en organisation autonome. Il faut donc dès maintenant constater la séparation des deux

organisations. Les militants devront choisir entre la GR et le PSU. Tout autre problème semblable posé par d'autres serait résolu de la même façon — et il est souhaitable que l'avertissement soit efficace. C'est la condition de la sauvegarde d'une démocratie compatible avec l'unité d'action à l'intérieur du parti.

En même temps qu'il lancera le premier débat collectif sur les problèmes internationaux, le Conseil National devra remobiliser les militants désorientés autour de quelques tâches urgentes :

1. Réunifier la pratique du parti en préparant activement, pendant les semaines qui suivront le Conseil, la relance du travail militant dans les principaux secteurs de lutte. Les conditions de cette reprise passent par des bilans précis critiques et collectifs du travail effectué depuis un an à tous les échelons du parti et sur tous les fronts de lutte afin de permettre la présentation de propositions concrètes répondant à la situation à court terme. Elles passent également par la mobilisation des militants autour de la diffusion de Tribune Socialiste et l'adoption d'une pratique conséquente en matière de versement des cotisations.

2. Lancer un débat large (c'est-à-dire qui ne soit pas seulement un « débat de militants » mais qui déborde et le PSU et les autres organisations révolutionnaires) sur le thème, encore vague, du « pouvoir aux travailleurs ». Il s'agit, à partir de toute forme de lutte sociale, de populariser les objectifs et les moyens d'organisation des révolutionnaires. Bien que nous agissions dans la plupart des luttes, la perspective révolutionnaire n'apparaît pas crédible aux masses largement influencées par le réformisme. Nous devons exposer clai-

rement et simplement notre stratégie, la faire discuter et prouver qu'elle connaît déjà des succès (ex. : unité populaire à la base au point français...). Ceci suppose la réunion d'ADP circonstancielles et partout où la situation le permet la création de comités d'initiative populaire à caractère permanent. Aux questions que se posent les couches sociales réformistes ou oscillantes (« Que proposez-vous d'autres ? » « Quels moyens avez-vous ? » « Où voulez-vous aller ? »...), nous répondrons à la base, à l'occasion des luttes, en discutant. Ainsi l'élaboration avec les travailleurs d'un programme, présenté sous la forme d'une réponse à la question « La Révolution, qu'est-ce que c'est », démasquera la nature des catalogues mystificateurs des partis de gauche dénommés eux aussi « programmes » et le sens de notre mot d'ordre « le pouvoir aux travailleurs ».

3. Se préparer à une véritable campagne révolutionnaire pour les législatives de 1973 :

Il ne s'agit pas de sombrer dans les tristesses de l'« électoralisme » bien sûr ; mais de se donner les moyens de n'être pas, comme par le passé, contraints de bricoler, in extrémis, quelques « imprromptus électoraux » — et révolutionnaires quand même — mais en définissant des formes et des contenus d'intervention qui marquent un pas en avant dans l'élaboration d'une alternative crédible du réformisme.

Les rumeurs qui circulent sur la multiplicité des candidatures révolutionnaires aux prochaines élections rendent nécessaire que le PSU propose à l'ensemble des groupes d'extrême-gauche la constitution d'un Front Uni des Révolutionnaires présentant sous un sigle commun des candidats dans chaque circonscription, sur la base d'un programme minimum anticapitaliste.

• Pour une analyse politique de l'évolution du parti

BARJONET - BEHAR - BUCAS CARETTE - DALBERT - DESJARDIN FONTES - FREMEAUX - LECLERC PRAXELLES.

Nous avons choisi de donner dans la place qui nous est attribuée le texte présenté à la DPN contradictoirement au Rapport d'activité du BN. Ce texte a été publié dans un Directive destiné aux cadres du Parti ; s'il est normal que les motions minoritaires de la DPN ne soient pas aussi largement diffusées que les décisions qui devront être appliquées. Il n'en est pas de même pour un rapport d'activité qui doit faire l'objet d'une discussion dans le Parti ; une conception démocratique du débat aurait entraîné la publication simultanée des textes contradictoires.

Une bonne part des réactions qui ont entraîné à une faible majorité les changements intervenus à Lille proviennent de camarades qui souhaitaient une direction solide et puissante. Ils avaient raison car rarement période aurait exigé des choix plus clairs et une action plus déterminée. Il est vrai aussi que la majorité de la direction précédente avait un peu facilement imaginé qu'il suffisait que la transformation du parti enclenchée après 1968, continuée à Dijon, renforcée par les AOP et le Conseil d'Orsay, se poursuive d'elle-même pour que tous les problèmes soient résolus. Chacun depuis a eu le temps de se livrer à son autocritique. Mais le problème aujourd'hui est de savoir si les changements de Lille ont vraiment répondu aux espoirs de ceux qui les avaient provoqués et aux craintes de ceux qui s'interrogeaient alors sur leurs conséquences.

Pour notre part, nous estimons impossible de voter le rapport d'activité d'une Direction qui a révélé, devant l'événement, son inconstance et ses hésitations en se fondant implicitement sur une ligne qui remet en cause les acquis du Parti et même les choix opérés majoritairement à Lille.

1 - La direction actuelle n'a pas joué son rôle en dépit de ce qui est affirmé,

11 - ni dans les luttes de masses qu'elle s'est montrée incapable de coordonner et d'impulser.

• La caractéristique de la période, après l'échec de la politique contractuelle et le renforcement de la concurrence internationale dans une conjoncture défavorable pour le capital est évidemment le durcissement patronal. Le développement de luttes dures, prolongées et isolées en est la conséquence logique. Partout le patronat oppose une résistance farouche aux combats des travailleurs, partout sa répression s'accroît, partout la stratégie de division des forces ouvrières est mise en œuvre.

• Dans tous les conflits, les militants du PSU sont « dans le coup » et c'est là aussi une caractéristique de l'évolution collective du Parti au cours des dernières années. A Berliet, en Lorraine, à Evian, au Joint Français, à Schirmeck, à l'usine des Dunes à Dunkerque, ils sont toujours là, animant la lutte dans l'entreprise ou l'appuyant dans les comités de soutien. Mais leur présence s'affirme tout autant sur les autres fronts, aux côtés des maîtres auxiliaires de Hautmont, ou des paysans du Larzac.

• Jamais, dans les différentes luttes, la Direction n'a joué son rôle. Dès le conflit de la RATP, engagé certes sur des bases ambiguës mais rapidement devenu l'occasion d'une épreuve de force face à l'Etat capitaliste, déjà ses hésitations s'étaient manifestées. On nous expliquait pourtant que les AOP circonstancielles seraient l'arme privilégiée de l'extension et de la coordination des luttes ; depuis, quatre seulement ont été organisées pour tirer le bilan des luttes une fois que tout était fini.

Et tandis qu'en Alsace se livrait à Schirmeck, avec l'appui de la section de Strasbourg, une lutte difficile, la Direction faisait distribuer aux portes des usines Philips, en absence de toute lutte, un tract symbolique (où on chercherait vainement une référence au contrôle ouvrier). En revanche, à propos du Joint Français, il ne semble pas que rien ait été tenté pour populariser et étendre la lutte au sein du trust CGE. Mais pendant ce temps-là le Parti était mobilisé, du 17 au 23 avril, pour effectuer « le choix des camarades qui avaient de bonnes chances d'être candidats ou suppléants aux prochaines législatives ».

Jamais, sur le soutien à ces luttes, n'a été recherché l'affrontement avec les forces réformistes afin de démontrer qu'il existe une autre perspective stratégique. Au travers de ces pratiques se révèle une conception purement agitative de l'action politique ; qu'il s'agisse d'effectuer une distribution de tracts chez les policiers parisiens, ou les ouvriers de chez Philips, c'est toujours la recherche du « coup d'éclat » publicitaire artificiel, qui devrait permettre (et qui n'y parvient même plus) d'obtenir quelques lignes dans la presse, qui l'emporte sur l'effort patient et prolongé pour susciter une opposition centrale significative face au réformisme.

12 - ni sur la scène politique où elle laisse le champ libre aux réformistes.

• L'ambiguïté de l'attitude à l'égard des forces réformistes s'est manifestée dès la première DPN où la direction s'est battue durement sur le principe d'une lettre au PS au moment même où TS invitait le mouvement révolutionnaire à ne pas négliger les « parties saines » de cette organisation.

C'est une telle perspective qui justifie sans doute, encore que l'analyse n'en ait jamais été officiellement défendue, la priorité donnée à l'alliance avec « Objectif Socialiste » et les « CIC » sur la réalisation de l'unité du mouvement révolutionnaire (rencontre européenne à Bruxelles ou meeting avec André Janson et Victor Leduc à Metz dont Féran nous explique qu'il indique la voie d'une véritable riposte au régime).

• En chassant sur les plates-bandes du réformisme, la Direction actuelle se condamne à des réponses ambiguës et en fait lui laisse le champ libre. Pratiquement, sur tous les débats qui ont agité la « gauche » et les forces syndicales, on chercherait en vain une intervention claire du PSU. Lui qui a su intervenir, et efficacement, contre le Grenelle à froid proposé par Ségué, lui qui, il y a longtemps, avait lancé le débat sur le contrôle ouvrier, sur l'autogestion sur les rapports partis-syndicats, sur les limites des nationalisations, il assiste aujourd'hui passivement aux tentatives du PS pour dévoyer leurs perspectives et les vider de leur contenu offensif.

A Edmond Maire qui glorifie le socialisme autogestionnaire, Michel Rocard se borne à répondre en écho.

Tandis que le Parti Communiste lance une opération de grand style sur son petit livre orange, que le PS met laborieusement au point sa réplique et que la Ligue nous livre le produit des réflexions de ses experts rouges, le PSU lance une opération publicitaire dont l'ambition (« La révolution qu'est-ce que c'est ? ») n'a d'égal que l'indifférence dans laquelle elle est tombée.

13 - ni enfin au sein du Parti.

• Ses déclarations hésitantes, contradictoires ou paniquardes ont accru la confusion.

Le meilleur exemple, mais ils abondent, c'est le communiqué de condamnation publié à l'occasion de l'enlèvement de Nogrette suivi d'un communiqué contradictoire 24 h après.

Mais c'est aussi le référendum où on signe d'une main un communiqué commun pour le boycott en appelant de l'autre au vote nul, puis en invitant ensuite les fédérations à choisir selon leur inclination.

C'est encore la position prise à la DPN de mars sur le mouvement paysan où on vote un amendement Simon avant d'expliquer dans une « directive » qu'on a voulu dire le contraire...

• Sa faiblesse politique le contraint à une conception disciplinaire du débat au sein du Parti.

La position adoptée à cet égard à l'encontre des camarades de la GR est significative. Plutôt que d'ouvrir un débat au fond, et pas seulement sur la discipline, la Direction a préféré brandir des menaces qui se sont rapidement révélées dérisoires. Nous avons, les uns et les autres, des divergences politiques ; c'est en les abordant politiquement que nous pourrions peut-être préserver ce qui a fait l'originalité et la force du PSU : sa capacité à intégrer des traditions diverses, à homogénéiser des pratiques souvent éloignées au départ.

Dans un tel contexte il est évident que le poids du sectarisme tend à devenir dominant chez les uns et les autres. Les erreurs

sont souvent partagées. Il n'y a plus grand monde aujourd'hui qui ait la possibilité de s'opposer au processus. Raison de plus pour ne pas gaspiller les occasions.

• **Le refus de la discussion est clairement manifesté par la position de la Direction à l'égard du travail des Commissions Nationales. L'exemple de la Commission Internationale est caricatural.** Après avoir déserté les groupes de préparation du Conseil National, le Bureau a décidé sans discussion préalable de présenter contradictoirement son propre texte. Même tactique pour la préparation de la rencontre de Bruxelles où, pour la première fois, une initiative internationale est prise sans que, comme le prévoient les statuts, les courants minoritaires y soient associés.

C'est en fait la tentative permanente pour éviter le débat contradictoire et au fond, pour prétendre avoir les mains libres, alors même qu'on n'a rien à offrir.

2 - Les rares initiatives de la Direction s'inspirent d'une ligne implicite que nous récusons car elle remet en cause l'acquis du Parti aussi bien que les choix intervenus à Lille.

21 - elle met en cause l'unité du mouvement révolutionnaire.

Développant ses initiatives ambiguës sur les franges de la social (démocratie mo-



Collombert

derniste), elle n'hésite pas, pour se montrer « rassurante » à remettre en cause l'unité du mouvement révolutionnaire.

La réaction spontanée à l'enlèvement de Nogrette, sans chercher à expliquer ses mobiles, sans insister sur le fait que, quelles que soient les erreurs elles doivent être combattues au sein du mouvement révolutionnaire, sans livrer les fautes à la répression bourgeoise, une telle réaction remet implicitement en cause le choix

qu'avait fait le PSU de se situer délibérément dans le camp révolutionnaire.

Quand bien même la Direction se livre à des proclamations unitaires du mouvement révolutionnaire, à des critiques verbales du réformisme dans un quelconque front des révolutionnaires, l'absence de fait d'apparition réelle du Parti leur enlève toute portée.

22 - elle conduit le Parti, en abandonnant la priorité à l'appui aux camarades qui travaillent au sein des syndicats pour les faire évoluer, à se mettre à la remorque des organisations de masse.

Prétendre développer une stratégie contre-institutionnelle ne signifie pas grand chose si la direction, en affirmant des positions politiques claires, n'offre pas un point d'appui solide aux camarades qui sont engagés dans ces batailles.

Lorsque M. Rocard rend des comptes au Bureau National de la CFDT, lorsqu'il se borne à répéter les litanies d'Edmond Maire sur le socialisme autogestionnaire sans évoquer les problèmes stratégiques qu'il élude, il prive de moyens les camarades qui, au sein de la confédération, essaient de la faire évoluer.

Cet effacement laisse en fait le champ libre à la Ligue Communiste aussi bien qu'au PS. Il y a un an le PSU pouvait encore se permettre d'affronter la stratégie de la

CGT (ex. Grenelle à froid) ; maintenant la CFDT est laissée seule face à la CGT et au PC dans une confrontation stratégique dont elle n'a pas les moyens politiques.

23 - en fait, cette ligne stratégique s'inspire d'une analyse non marxiste.

Il suffit pour s'en convaincre d'étudier la manière parfaitement idéaliste dont a été lancée l'opération : « La Révolution, qu'est-ce que c'est ? », ou de lire le compte rendu du week-end de travail des 4 et 5 mars dans Tribune Socialiste.

Avec une direction faible et hésitante, sans audience extérieure et intérieure, dont les positions ambiguës ne se précisent qu'en réaction avec les acquis de la période précédente, il est évident que le PSU est de moins en moins capable d'offrir une perspective politique claire aux luttes. Il endosse de ce fait une lourde responsabilité historique. Beaucoup de militants le quittent, d'autres se replient sur leurs pratiques locales ou leurs positions sectaires, dans tous les cas le mouvement révolutionnaire en pâtit. Car les militants qui se radicalisent dans les luttes actuelles voient se réduire les débouchés politiques à leur action.

Nous ne pouvons accepter de nous résigner à une telle évolution.

La situation peut peut-être encore être redressée si les militants refusent de laisser les mains libres aux liquidateurs du Parti.

• POUR le PSU

par André BARJONET,
Pascal DORIVAL
et François PERONNET

Nous sommes des militants qui, il y a bientôt un an à Lille avons pris, chacun le sait, des positions claires : nous avons activement participé au débat de ce Congrès au sein du « courant cinq ». Le Congrès a tranché : nous sommes aujourd'hui minoritaires.

Depuis lors le PSU a perdu de l'influence et de la crédibilité et une partie non négligeable de son potentiel militant. Des fractions sont apparues et il est menacé d'éclatement à « gauche » et à « droite ».

Cela ne saurait nous faire oublier qu'en mai 1968 et depuis, le PSU a fait de notables efforts pour se transformer en Parti d'action révolutionnaire orientant principalement son travail en direction des masses prolétariennes. A partir de là, le PSU a confondu la création d'un « secteur entreprises » et d'un « secteur paysan » avec la prolétarianisation du Parti et sa modification sociologique en profondeur. Cette confusion est à l'origine de certaines initiatives prématurées qui sont à l'origine d'un échec relatif. Celui-ci pose une question fondamentale.

Le PSU peut-il encore être le lieu d'élaboration concrète de ce projet politique, étape vers la création d'un Parti révolutionnaire ? A cette question nous répondons oui : parce que le PSU traduit d'une certaine manière — trop souvent confuse — le caractère nouveau, plus radical, des luttes de certains secteurs de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Mais, un des traits marquants de ces secteurs « radicalisés » est la coupure entre le caractère révolutionnaire de leurs luttes et la conscience politique que les travailleurs en ont. C'est précisément ce que veulent ignorer ceux des camarades qui agitent actuellement des projets de scission. C'est pourquoi nous avons pris l'initiative de proposer au bureau national la constitution d'un secrétariat chargé de coordonner le travail d'élaboration décidée à Lille du programme du PSU, élaboration à l'occasion de laquelle le débat peut reprendre dans de bonnes conditions, ce qui implique, naturellement, un accord sur les méthodes d'élaborations ainsi que la libre expression des divergences éventuelles.

Nous n'entendons pas, par là, assumer les responsabilités des activités du Bureau national depuis Lille, pas plus que les initiatives fractionnelles d'où qu'elles viennent.

• Déclaration du Bureau National

Le Bureau national a décidé lors de sa réunion du 23 mai 1972 de proposer au prochain Conseil national — en fonction des questions posées dans le rapport d'activité de la direction — la constitution d'un secrétariat chargé d'animer et de coordonner le travail d'élaboration du programme, décidé au Congrès de Lille.

Ce secrétariat pourrait dans un premier temps être composé de : André Barjonet, Robert Chapuis, Georges Constantin, Pascal Dorival, Jean Le Garrec, François Peronnet, qui ont déjà donné leur accord. Il fonctionnerait sous la responsabilité du Bureau national. Il informerait l'ensemble des militants de la progression de ses travaux.

• 10 F par militant pour « T.S. ».
• 1 abonné nouveau par militant.
• 1 point de vente militant par section.
Versements à « T.S. » - C.C.P. Paris 58-26-65
avec mention « souscription T.S. »

• Appel aux militants

Nous appelons à voter contre le rapport d'activité du B.N. pour des raisons politiques fondamentales. Aussi ne chercherons-nous pas à chipoter sur tel ou tel point de détail. Encore moins ferons-nous des procès d'intention. Nous constatons simplement que, depuis un an, le parti a été laissé dans l'incertitude la plus complète sur les perspectives à suivre et que toutes les initiatives proposées par le B.N. se sont révélées inopérantes. Par conséquent c'est un « renversement de la vapeur » que nous réclamons. Notre vote contre le rapport d'activité prendra le sens d'un acte en faveur de la construction du parti révolutionnaire et d'une initiative pour l'ouverture de discussions avec les organisations révolutionnaires. Un tel vote signifiera également notre opposition à toute mesure visant à présenter la crise du parti sous l'angle disciplinaire. **Le débat politique au sein du PSU doit être mené à fond et sans entraves afin que les militants se prononcent vraiment en connaissance de cause ; c'est-à-dire que la clarification est nécessaire, aujourd'hui plus que jamais.**

PHRASEOLOGIE POPULISTE, ORIENTATION DROITIERE

Les formules se sont succédé : mouvement politique de masse, comités d'initiative populaire, unité populaire, stratégie institutionnelle... Le résultat ? Une très grande confusion, qui n'a pu cacher les hésitations, les volte-face du BN (comme sur le référendum). Une grande opération a été lancée : La révolution, qu'est-ce que c'est ?

Chacun pouvait y trouver son compte. Mais on a esquivé tous les problèmes fondamentaux : caractère de la période révolutionnaire, nécessité de la dualité de pouvoirs, rapports de force entre les classes, alliance entre la classe ouvrière et d'autres couches, expressions politiques et organisationnelles de la lutte des travailleurs, importance du front des luttes ouvrières, contexte international, caractère de la période de transition... Et de fait, les militants du parti se sont tenus à l'écart de cette opération, tout comme les militants extérieurs au parti auxquels s'était adressé le Bureau National. Le résultat ? Un fiasco total.

Cette confusion, ces hésitations, ces échecs sont dus en fait à une orientation politique, pas toujours explicite, mais qui a sa cohérence :

1. - Le Bureau National cherche à tirer bénéfice des contradictions actuelles qui

existent au sein de l'union de la gauche, sans affronter directement la politique du PCF.

Ainsi, dès le 18 novembre, Michel Rocard déclare devant la commission politique de la CFDT : « Notre stratégie est de traduire en termes politiques la tension qui existe aujourd'hui entre la CFDT et la CGT, tension que l'on ne peut manquer d'observer notamment à travers le débat théorique entre ces deux organisations ».

Cette orientation est confirmée par la perspective de débordement de l'union de la gauche, perspective que revendique le BN. Il s'agirait ainsi d'être partie prenante à l'ensemble des initiatives que propose l'opposition au régime actuel, en misant directement sur les prises de position des forces politiques refusant de se plier à l'autorité du PCF.

Ceci explique l'empressement de Gallus pour réhabiliter le Parti Socialiste (éditorial de « TS » du 21 octobre 71) ; l'importance accordée aux contacts et aux discussions avec les CIC et surtout Objectif Socialiste ; le caractère aigre doux des échanges avec les organisations révolutionnaires. Cela explique aussi les contacts établis avec le Parti Socialiste et le fait d'envisager un accord stratégique avec celui-ci sous certaines conditions (déclaration de Michel Rocard à la suite du référendum).

2. - Cette orientation droitier s'appuie sur la mise en pratique d'une stratégie confuse, mêlant les positions réformistes et populistes.

Ainsi, l'unité populaire reste un des thèmes centraux du PSU. Mais dans la dernière période, l'autogestion est devenue le grand objectif du Bureau National. Sans se démarquer des conceptions réformistes, en abandonnant toute explication sur le caractère et la nécessité de la dictature du prolétariat, le PSU est conduit à mettre l'accent sur les bienfaits de la « décentralisation économique » prise comme remède au problème de la démocratie prolétarienne. Quant à la question de l'Europe, les positions prises par le BN ont largement cédé aux tentations technocratiques : l'intégration économique est considérée comme un fait irréversible contraignant les organisations ouvrières à s'inscrire dans le jeu des institutions européennes.

LE PSU ECARTELE

Le BN a choisi sa voie : réinsérer le PSU dans le jeu des forces politiques de la gauche en se posant comme porte-parole respectable des aspirations révolutionnaires.

Et aujourd'hui, le PSU est de plus en plus écartelé. Alors que les militants ont développé le soutien aux grévistes du Joint Français en intervenant dans le cadre des initiatives du mouvement révolutionnaire, le FN a préféré compter sur l'action de la municipalité de Saint-Brieuc. Alors que les camarades descendaient dans la rue à la suite de l'assassinat de Pierre Overney, plusieurs directions fédérales (Loiret, Isère...) condamnaient ces actions. Alors que les militants actifs recherchent le meilleur moyen pour développer l'action commune à la base avec les travailleurs, d'autres se préoccupent davantage des déclarations d'Edmond Maire et de la direction de la CFDT.

Face à ces contradictions de plus en plus fortes, de nombreux camarades se retrouvent désorientés. Les sections ont de plus en plus de peine à élargir leur audience, à capitaliser sur le plan politique les actions engagées. Et aujourd'hui, de très nombreuses sections se replient sur elles-mêmes, accentuant ainsi le travers localiste et activiste des interventions. Cette situation de crise, ressentie de manière inégale, pèse de plus en plus lourd.

Face au Bureau National qui tend à camoufler son orientation droitière sous une phraséologie populiste, les courants de gauche qui cèdent eux aussi au populisme ne font en rien progresser les militants révolutionnaires du PSU.

Il est donc grand temps de clarifier positions et divergences. Mais cette clarification ne saurait admettre la moindre procédure disciplinaire contre les militants révolutionnaires. Nous appelons l'ensemble des militants à refuser les perspectives politiques du B.N. et à participer de manière active aux actions de l'ensemble de l'extrême-gauche, cadre indispensable pour que le mouvement révolutionnaire se renforce.

LES VRAIES QUESTIONS

Les possibilités révolutionnaires actuelles ne peuvent se concrétiser sans l'intervention d'une force révolutionnaire capable de fixer des perspectives et d'orienter pratiquement les luttes. C'est à ce niveau que la situation est dramatique : il existe un divorce entre les aspirations révolutionnaires nourries par la crise de la société et le développement des forces révolutionnaires.

Mais la faiblesse de l'extrême-gauche ne tient pas seulement à sa division. Elle tient à la prolifération des courants marqués par le réformisme, le populisme ou l'ultra-gauchisme. La CDP fait écho aux révoltes spontanées de la jeunesse et de certaines couches ouvrières sans pouvoir leur offrir aucune perspective politique. Il est significatif de constater la progression d'une organisation comme la Ligue Communiste qui peut mettre en avant une politique cohérente et l'appliquer. Et cela malgré l'insuffisance de son implantation ouvrière et son optique trop étroitement organisationnelle de la construction du parti révolutionnaire.

Entre ces deux pôles, le PSU a perdu toute initiative : après avoir joué un rôle important en regroupant des travailleurs opposés au réformisme et au stalinisme, ce parti suit désormais la politique du chien crevé au fil de l'eau, ballotté entre toutes les nuances du populisme, de l'opportunisme le plus plat, et une orientation révolutionnaire.

Beaucoup de militants parmi les plus dévoués quittent présentement le parti. Nous appelons les militants à ne pas se réfugier dans une solution personnelle mais à passer à l'offensive contre la groupuscularisation et pour le regroupement révolutionnaire.

La constitution de la GR en organisation autonome donnerait naissance à une nouvelle nébuleuse populiste sans espoir sous le sigle « maoïste ». Elle ne réglerait rien et aggraverait encore la groupuscularisation de l'extrême-gauche.

Dans cette situation, les militants révolutionnaires du PSU ne peuvent jouer un rôle positif qu'en se battant ouvertement pour :

— Rompre immédiatement avec les oscillations entre le camp réformiste et le camp révolutionnaire.

— S'orienter délibérément vers la constitution de l'extrême-gauche en force autonome cohérente.

— Prendre les initiatives nécessaires pour avancer sur la voie de la construction du parti révolutionnaire.

L'expérience a montré (notamment après l'affaire Overney) que l'extrême-gauche ne pouvait manifester sa force qu'en rendant permanent le front des révolutionnaires sur tous les terrains où il est possible, en l'organisant à la base et en l'élargissant aux militants révolutionnaires inorganisés ou militant dans les organisations de masses. Même si toutes les luttes ne peuvent pas être menées avec les mêmes partenaires, c'est l'ensemble des mouvements de l'extrême-gauche, sans exclusive, qui doivent participer au front des révolutionnaires. C'est ainsi que pourra avancer un débat politique au sein de l'extrême-gauche qui dépasse le cadre de simples unités d'action.

C'est pourquoi nous appelons les militants du PSU à engager publiquement et à tous les niveaux la discussion avec les organisations qui se posent réellement le problème de la construction du parti révolutionnaire, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique : la Ligue Communiste, Lutte Ouvrière et Révolution!, et à porter le débat sur les points suivants :

• Signal d'alarme

G. AKOUN - Malakoff
J.-P. ARIEY - C.S.F. Malakoff
C. BOUTET - Renault Cléon
R. BRESLER - 3^e
J. BRUNSTEIN - J. CHAMBEAU -
LE CORRE - Chausson
Colombes
J.-C. CHAMBLAIN - Asnières -
Y. CRAIPEAU
MARIN - S.N.I.A.S. - Coubevoie
B. RAVENEL - 12^e
A. MOUTOT - 14^e
P. PARYS - P. SIMON - D.P.N.
P. REGNIER - C.N.E.

Depuis Lille le Parti est saisi par l'incertitude et l'affolement au niveau de ses instances dirigeantes et des « états-majors » de courant. Une crise profonde le traverse et provoque désarroi, lassitude ou impatience chez les militants.

Les raisons de cette situation sont de toute évidence politiques, mais la crise se trouve exacerbée par les pratiques politiques qui se sont instaurées dans ce Parti depuis Lille. Aujourd'hui, chaque courant — les courants minoritaires aussi bien que le courant majoritaire — glisse, sans retenue, sur sa plus grande pente : celle de l'isolement, du sectarisme, de l'exclusive, du refus de dialogue, de la groupuscularisation en un mot. Tout débat véritable est stérilisé, toute possibilité d'initiatives politiques, de pratiques militantes cohérentes et suivies, compromise.

C'est la course, non pas vers une scission, mais vers l'éclatement du Parti.

Plus que jamais, nous pensons nécessaire le débat et l'effort de clarification politique au sein de l'extrême-gauche. Par-là même, dans le Parti, les confrontations politiques doivent exister, s'enrichir, se développer. Mais ce que nous refusons, c'est cette logique fractionniste qui nous conduit tout droit à l'explosion de l'organisation.

Nous ne pouvons accepter de participer à ce résultat.

Aucun courant du Parti, aucune des composantes de l'extrême-gauche ne pourrait tirer profit d'une telle conclusion politique. Ce serait un échec dramatique pour toute l'extrême-gauche française.

Qu'on le veuille ou non, camarades, aujourd'hui la crédibilité de l'extrême-gauche auprès des travailleurs est liée en grande partie à l'intervention des militants du P.S.U., spécialement dans les entreprises.

Nous appelons les militants du Parti à réagir là contre. En aucun cas la résolution de la crise du Parti ne doit être la groupuscularisation.

C'est le premier coup d'arrêt qu'il nous faut imposer lors du Conseil National.



Colombert

1. - Le travail ouvrier, la question syndicale, le prochain congrès de la CFDT.

2. - La préparation d'une conférence des « forces révolutionnaires » portant sur les autres échéances d'action les plus proches, en faisant le point des convergences et des divergences (travail paysan, travail étudiant, élections législatives, etc.).

3. - La construction du parti révolutionnaire, c'est-à-dire notamment la discussion du rapport parti-masses, du centralisme démocratique et de la question de l'Internationale.

Cette discussion ne peut cacher la volonté de créer une nouvelle organisation qui affirmerait, ne serait-ce que transitoirement, être seule dépositaire du programme révolutionnaire. La bataille politique qui s'engage doit au contraire avoir pour but une réorganisation des révolutionnaires, au besoin par des regroupements qui, même s'ils restent limités, permettront de faire un bond qualitatif vers la construction du parti révolutionnaire. Cela passe par une restructuration profonde des forces de l'extrême-gauche qui ne peut d'ailleurs se réduire à l'unification organisationnelle des « trotskystes ».

Le PSU connaît une crise décisive. Il ne s'agit plus aujourd'hui de prétendre « sauver le parti » au détriment de la clarté politique. La réponse à cette crise doit être à la mesure du mouvement révolutionnaire : c'est au regard des contradictions de ligne et de pratique qui traversent celui-ci, que nous devons désormais déterminer nos perspectives politiques.

Le courant marxiste révolutionnaire.

Cela ne peut se faire par le biais de mesures disciplinaires. Les décisions qui pourront être prises ici dépendent de la possibilité pour le Parti de donner un second coup d'arrêt indispensable, politique celui-ci, et dont nous évoquons la nature maintenant.

Prenons garde, cependant, à ceux qui seront tentés de nous faire le coup du patriotisme de parti. Le « serrez les rangs » n'a jamais constitué une politique. Les opérations plébiscitaires et les appels démagogiques du type « sauvons le Parti » conduisent aussi à des impasses.

Nous disons non à la dynamique groupusculaire qui entraîne le Parti parce que nous disons nos à la groupuscularisation de l'extrême-gauche.

C'est pourquoi, nous appelons les militants du Parti à passer à l'offensive contre la groupuscularisation et pour le regroupement révolutionnaire.

La raison essentielle du Parti tient à l'incapacité de celui-ci à prendre en compte sa seule tâche historique véritable, la dynamique de la construction du parti révolutionnaire.

Cette responsabilité fut admise par la majorité du Parti à Rouen. En engageant des discussions avec un certain nombre d'organisations, nous ne faisons que respecter l'esprit et la lettre de ces décisions.

Nous demandons à ce que les instances dirigeantes du Parti appliquent les résolutions des assemblées souveraines.

Si la direction faillit aux responsabilités qu'impose la situation politique et contribue largement ainsi à conduire le Parti à la crise, c'est qu'elle est ballottée entre toutes les nuances du populisme, de l'opportunisme le plus plat et une orientation révolutionnaire.

C'est là que nous devons imposer le second coup d'arrêt.

— Il faut couper immédiatement avec les oscillations entre le camp réformiste et le camp révolutionnaire ;

— il faut s'orienter délibérément vers la constitution de l'extrême-gauche en force autonome cohérente ;

— prendre les initiatives nécessaires pour avancer sur la voie de la construction du parti révolutionnaire.

C'est à ces conditions, et à ces conditions seulement que nous retrouverons aussi la possibilité d'intervention politique d'ensemble dans les luttes ouvrières et paysannes, que nous redeviendrons un interlocuteur politique réel pour les mouvements de masse et que nous aurons les atouts nécessaires pour peser dans la réorganisation des révolutionnaires.

A ces conditions, le P.S.U. pourra contribuer à rendre permanent le front des ré-

tribune
socialiste
PSU

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
568-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 15.000 exemplaires

volutionnaires dans le champ de la lutte des classes et aider à la création d'une force révolutionnaire évitant non seulement les déviations ultra-gauchistes et populistes mais capable aussi de surmonter les échecs historiques qu'ont connus les différentes organisations trotskistes jusqu'à ce jour. La restructuration de l'extrême-gauche n'a de sens que si elle présente un saut qualitatif et pas seulement pour les militants du P.S.U. qui en auront fait le pari.

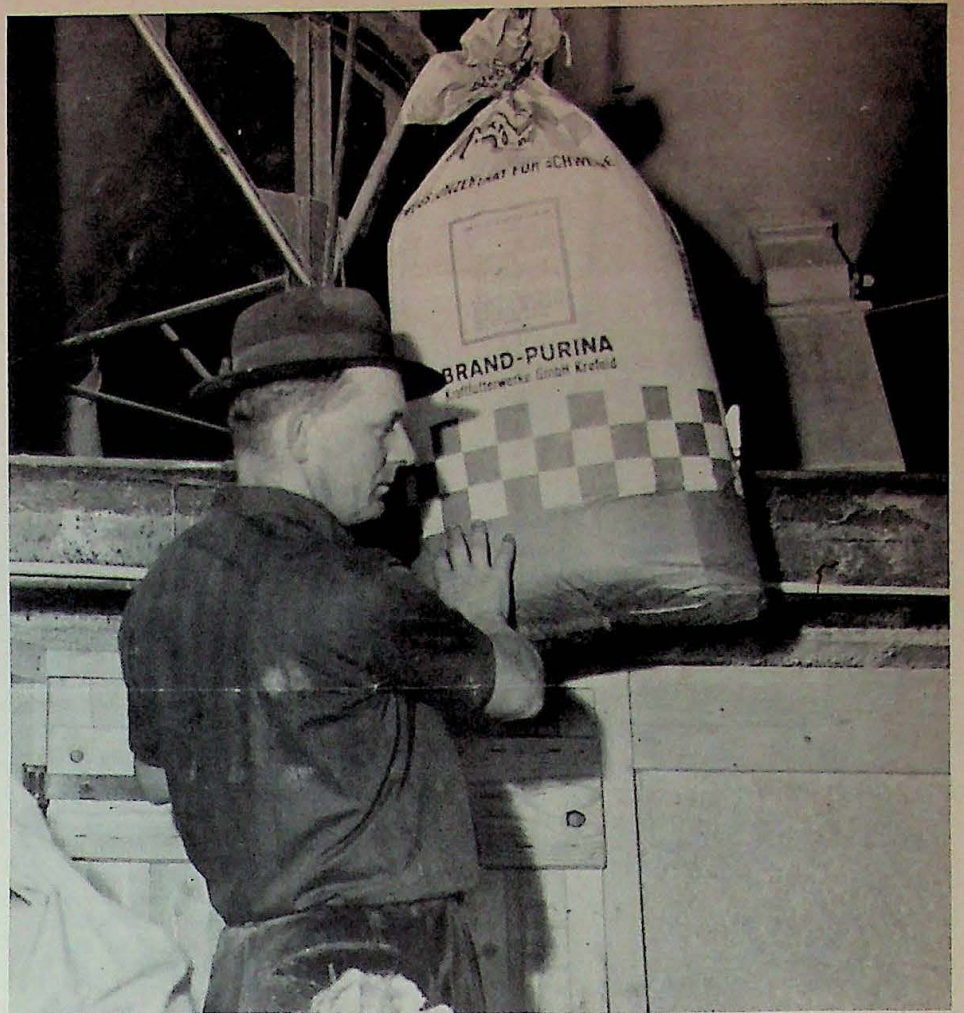
C'est à ce combat difficile, mais nécessaire, que nous appelons les militants du parti.

Dire aujourd'hui que le P.S.U. a pris d'une façon irréversible une orientation droite c'est précipiter le parti vers sa social-démocratisation et son éclatement, sans apporter aucune solution à la restructuration de l'extrême-gauche.

La vie politique de l'Italie d'aujourd'hui

prouve s'il en était besoin, qu'il n'est pas possible ici de biaiser, sans se condamner en tant qu'organisation révolutionnaire.

Si nous avons refusé de signer le texte « Appel aux militants », c'est que, bien qu'en accord avec les propositions politiques générales contenues dans la deuxième partie « les vraies questions », nous considérons que la première partie, purement négative, ne permet en rien de se donner les moyens de rendre possible la réalisation de ces perspectives. Cette première partie relève pour nous de cette « plus grande pente » d'un courant qui est le nôtre. Nous restons en accord avec les orientations que ce courant a pu développer depuis Rouen. Si nous préférons affirmer aujourd'hui nos divergences sur un certain nombre de points c'est que pour nous il ne suffit pas d'avoir une stratégie juste, il faut aussi se donner ou conserver les moyens de la faire aboutir.



Collombert

• Rapport d'activité

Les militants, à la lecture du rapport d'activité du Bureau national, ont pu constater à la page 3 que plusieurs paragraphes avaient sauté. On passe en effet du point 1-3 au point 1-6.

On trouvera donc ci-après les paragraphes manquants, tels qu'ils ont été adoptés par la DPN.

1.4. — Refus d'accords stratégiques et programmatiques avec les réformistes. Mais possibilités d'accords tactiques.

Sur ce point, les textes votés à Lille ont été très clairs ; il ne pouvait être question de mener quelque discussion que ce soit dont le contenu pourrait déboucher sur des accords autres que purement tactiques pour des opérations limitées dont le contenu soit clairement anticapitaliste. C'est sur ces bases que deux rencontres avec le PS ont eu lieu ; la première, après un échange de vues sur nos Congrès respectifs, a débouché sur un accord concernant les comités anti-maffia ; la seconde, début avril, suivit les événements Renault, et des demandes répétées d'intervention sur les problèmes tchécoslovaques. En fait, rien de précis, aucun accord tactique n'est ressorti de cette deuxième rencontre.

Depuis les rencontres avant les élections municipales, rencontres qui se sont soldées par une rupture nette, aucune relation n'est entretenue avec le Parti communiste français. Le rôle qu'il joue aujourd'hui dans les luttes sociales, ou qu'il fait jouer à la CGT, est celui d'un diviseur de la classe ouvrière. Il empêche le développement de luttes qu'il n'a pas lui-même suscitées, il cherche à tout moment à récupérer les mouvements qui naissent à la base. Le mot d'ordre d'Unité populaire qu'il a récemment lancé a trouvé tout son sens lors des négociations avec

le PS pour le référendum. Alors même que la discussion était engagée sur la réponse à donner, le PC avait déjà établi son rapport pour le comité central concluant au non. Sa volonté hégémonique sur toute la gauche se heurte heureusement aujourd'hui aux travailleurs les plus conscients, qui dénoncent les tentatives de division.

Cependant nous n'avons pas su porter le débat au niveau du type de société que nous voulons construire ; nous n'avons pas su ouvrir le débat sur la conception du programme, et nous opposer efficacement à la mystification du programme pour un gouvernement d'union démocratique.

Il nous faut réfléchir sérieusement sur les causes d'une telle incapacité pour pouvoir nous doter des moyens de formation, d'information et d'intervention dans le débat. Le refus de rencontres avec le PCF s'explique aussi du fait qu'au nom d'une alliance antimonopoliste, le PCF mêle à toutes les initiatives le parti radical de J.-J. S.-S. Il ne nous est dès lors pas possible d'envisager de participer à une initiative même juste, quand y sont associés ces alliés objectifs de la bourgeoisie. Peut-on accepter encore longtemps que l'on confonde à dessein l'alliance contre les monopoles capitalistes avec l'alliance contre le capitalisme lui-même ? La présence du Parti radical marque un souci de confusion volontaire que nous ne pouvons que rejeter.

1.5. — L'élaboration collective du programme révolutionnaire.

Le Congrès de Lille a repris un des mandats du 6^e Congrès de Dijon, qui n'avait pas pu être respecté pendant la dernière période de deux années.

1.5.1.

La nécessité d'une élaboration à partir des luttes qui sont menées, sur la base de la réflexion faite par les militants, s'oppose à la conception du programme mise en avant par les forces réformistes. A une conception bureaucratique et centralisée nous opposons une conception fondée sur une démarche progressive. Posant tout d'abord les questions essentielles, celles qui sont posées par les travailleurs dans leurs actions de masse, le projet capitalisera les réponses apportées au fur et à mesure par les travailleurs eux-mêmes.

Projet de transition au socialisme « La Révolution qu'est-ce que c'est ? » s'inscrit dans cette logique. C'est donc la responsabilité de tous les militants qui se trouve engagée.

Le lancement de l'élaboration du projet est lié à une situation historique où il ne suffit plus d'aggraver par la lutte l'une ou l'autre des contradictions du système, mais où il est nécessaire de mettre en

avant un projet d'alternative global à l'ensemble du système. Il faut lier à tout moment action et réflexion.

Pour réaliser tout cela le Parti s'est donné un ensemble de moyens.

1.5.2. — Le travail du Parti.

A la DPN de novembre furent définis les fondements théoriques du projet.

Dans le courant du mois de janvier, 7 plaquettes de présentation des thèmes essentiels furent élaborées et envoyées dans chacune des fédérations.

Le week-end des 4-5 mars fut l'occasion de donner l'impulsion au travail d'élaboration et de recherche.

Par la confrontation d'expériences diverses, ce week-end a permis de préciser les questions posées ; les comptes rendus des carrefours ont réorienté le travail des militants dans des directions beaucoup plus précises.

Il faut maintenant continuer la réflexion, à partir des luttes, pour peu à peu faire prendre corps au projet.

De nombreuses fédérations ont fait appel au Bureau national pour animer des séances de travail. C'est en effet sa responsabilité, mais c'est aussi celle de tout le parti. □

Le courant G.R. qui n'a pas bénéficié des colonnes de ce numéro fera paraître son point de vue dans le numéro suivant. Par suite de raisons techniques concernant la sortie de ce numéro, celui-ci n'arrivera chez les militants qu'après les conseils fédéraux.

Des exemplaires de la tribune G.R. pourront être commandés par les sections qui le désirent dès le samedi 27 mai chez P. Bauby, 120, rue H.-Litolf, 92-Bois-Colombes.

ABONNEZ-VOUS

L'augmentation du prix de « Tribune Socialiste » nous est imposée par les charges croissantes du journal (imprimerie, papier, etc.). Mais dans le souci de faciliter la campagne d'abonnement, nous maintenons les tarifs anciens jusqu'au 31 mai 1972.

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 26 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C. S. » 52 numéros « T. S. » 74 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN vous recevrez le livre « Des militants du P.S.U. » présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 34-35 - Eléments d'analyse des classes sociales 2 F

N° 31-32-33 - Les problèmes de l'emploi 3 F

Numéros disponibles :

N° 16 - Les travailleurs immigrés.

N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.

N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.

N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.

N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.

N° 24-25 - La police dans la lutte de classes

N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats »

N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.

Le numéro simple 1 F

Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.